



Quelle Ukraine soutenons-nous?

Par [Patrick Pasin](#)

Mondialisation.ca, 28 mars 2023

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [UKRAINE](#)

Le slogan « Soutien à l'Ukraine » continue de fleurir. Ceux qui le promeuvent savent-ils que les Ukrainiens étaient le peuple le plus martyrisé d'Europe AVANT la guerre ? À cause de celui-là même que les Occidentaux chérissent... le président **Zelensky**. En synthèse, voici ce que nous cachent nos médias et qui devrait nous faire réfléchir à notre soutien sincère et amical au peuple ukrainien.

Le pays sans bébés

En 2021, le nombre de décès excède celui des naissances de 442 279 [1], un chiffre ahurissant pour environ 41 millions d'habitants : il signifie que plus de 1 % de la population a littéralement disparu cette année-là, sans même parler des effets de l'émigration.

En janvier 2022, le dernier mois avant l'Opération spéciale, la situation empire encore : sont comptabilisés environ 57 000 décès, mais seulement 18 000 naissances, soit un multiple de plus de trois.

Même si l'écart était moindre les années précédentes, il se situait toujours avec un excédent négatif à six chiffres depuis la révolution du Maïdan de 2014 et avant. À ce rythme, le peuple ukrainien aura disparu d'ici une à deux générations, d'autant plus qu'une grande partie des réfugiés et des émigrés ne reviendra pas, quelle que soit la forme que revêtira l'Ukraine à la fin de la guerre.

Il faut désormais y ajouter le désastre en cours, où plus de 200 000 hommes fauchés dans la force de l'âge ne feront plus d'enfants. Et la boucherie continue : ce sont maintenant des adolescents qui sont envoyés sur le front. Qui peut imaginer les conséquences à moyen et long terme quant à l'existence même du peuple ukrainien ?

Le pays des laboratoires de guerre US

D'après les données de l'OMS et des autorités locales, dont l'Ordre des médecins, les taux d'infection par VIH/sida, tuberculose, hépatite B et C... restent parmi les plus élevés d'Europe et du monde. La tuberculose s'y est même propagée sous une forme unique, très résistante aux médicaments [2].

Le pays est également affecté par de violentes épidémies de rougeole, malgré un fort taux de vaccination, mais aussi de grippe porcine, de botulisme, de leptospirose, de diphtérie, etc.[3], que l'on ne trouve nulle part ailleurs dans de telles proportions.

Les tests médicaux effectués par les Russes sur les milliers de prisonniers de guerre ukrainiens montrent qu'un tiers d'entre eux ont été infectés par l'hépatite A, plus de 4 % présentent un syndrome rénal et 20 % ont la fièvre du Nil occidental [4] . La conclusion est

qu'ils furent soumis à des années d'expériences biologiques par les Américains. De la propagande russe ?

Non, puisque le département de la Défense des États-Unis reconnaît le 9 juin 2022 avoir établi des « collaborations » avec 46 laboratoires ukrainiens, évidemment à des fins... pacifiques [5]. En réalité, le Pentagone ne « collaborait » pas mais opérait directement des laboratoires de guerre biologique en Ukraine depuis 2014, en contravention de la Convention sur les armes biologiques de 1972. C'est documenté depuis le Maïdan de 2014, dont, par exemple, un rapport d'un ancien agent du SBU, les services de renseignement ukrainiens, qui révèle que « la mort des sujets de l'essai a été autorisée dans le cadre de son déroulement » [6]. En l'occurrence, les « sujets de l'essai » sont des Ukrainiens, pas des rats de laboratoire.

On découvre aussi que ces recherches extrêmement dangereuses visaient à améliorer les propriétés pathogènes de la peste, de l'anthrax, de la tularémie, du choléra et d'autres maladies mortelles [7]. Parmi les priorités identifiées figure aussi l'étude des pathogènes bactériens et viraux pouvant être transmis des chauves-souris à l'homme, tels que les pathogènes de la peste, de la leptospirose, de la brucellose, ainsi que des coronavirus... Des coronavirus de chauve-souris ? Cela ne nous rappelle rien ? Ajoutons qu'un programme militaire intitulé « Covid-19 » fut financé en novembre 2019, soit trois mois avant que l'OMS donne ce nom à une pandémie mondiale qui n'a pas fini de faire parler d'elle [8]. Simple coïncidence ?

Quoi qu'il en soit, il ne fait aucun doute que la population civile et les soldats ukrainiens servent de cobayes depuis des années aux militaires américains, avec la complicité de Kiev. De plus, ces armes biologiques nous menacent directement, car qui peut garantir que ces virus mortels s'arrêteront à nos frontières ? Que font la Commission européenne et nos gouvernements pour nous protéger de cette menace ?

Le pays des néonazis

L'agence Reuters évalue à plus de 100 000 ce que certains appellent les « nationalistes intégraux » ou néonazis. Qu'ils se regroupent sous les noms d'Azov, Aïdar, C14, etc., ils empoisonnent la vie des Ukrainiens depuis 2014, et pas seulement des minorités russophones, magyares, juives, roms, LGBT... [9] Ils ont notamment participé aux milliers de civils tués dans le Donbass, situation qui revêt les caractéristiques du génocide au sens de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948. Des témoignages révèlent, d'ailleurs, que ces bataillons de la mort percevaient jusqu'à 10 000 \$ pour le meurtre ou la capture de tout séparatiste [10]. Un bon business dans un pays dont on ne cesse de nous vendre les valeurs... démocratiques et progressistes.

Ils n'hésitent pas non plus à entrer armés dans les tribunaux pour menacer les juges, dans les administrations pour contraindre les maires et les gouverneurs. Ils obligent même certaines municipalités à les payer comme miliciens pour assurer la... sécurité des citoyens. Puisque l'Ukraine est aussi le pays sans justice, comme nous le verrons ci-dessous, ils ont tous les droits, dont le meurtre, le viol, la torture, le braquage, le racket, etc. Bien sûr, avec la complicité de la police.

Et lorsque le bataillon Aïdar est dissous par les autorités en 2016, ses membres bloquent une artère de Kiev et tentent de prendre d'assaut le ministère de l'Intérieur.[11] Après un

tel acte, on imagine que les peines de prison furent sévères... Que nenni ! L'ordre de dissolution est annulé et ils sont intégrés aux forces armées ukrainiennes, comme les autres bataillons néonazis après les accords de Minsk, puis envoyés commettre leurs crimes dans le Donbass.

De ce fait, ils deviennent nos... alliés, puisque l'Occident s'est allié à l'Ukraine à la vie à la mort (surtout celle des Ukrainiens, en tout cas pour commencer...).

Le pays de la corruption

Ce point nécessiterait un chapitre entier tant la corruption est endémique en Ukraine. Ainsi, dès 2015, CNN relate qu'elle coûte de l'ordre de 10 milliards \$ au budget de l'État. [12] Aucune institution internationale n'est dupe de cette réalité. Par exemple, la Cour des comptes européenne constate dans un rapport de 2016 n'avoir aucune connaissance de l'emploi des derniers 11 milliards € envoyés à l'Ukraine.[13] En revanche, on y lit que « les risques posés par les anciens et les nouveaux oligarques demeurent élevés ». Comment mieux avouer la corruption sans employer le mot ?

Néanmoins, les milliards continuent d'affluer, que ce soit de l'Union européenne, des États-Unis, du FMI, etc. Étrange, non ?

Pour ne pas tarir le flux de ces fonds d'une générosité sans borne, la question de la corruption est définitivement réglée par la Cour constitutionnelle de l'Ukraine (CCU) avec sa décision spectaculaire du 27 octobre 2020 : elle décharge le gouvernement, les hauts fonctionnaires et les juges de toute responsabilité pour fausse déclaration de patrimoine.[14]

En conséquence, un juge qui aurait seulement déclaré la propriété d'un modeste logement à Kiev est désormais protégé par la loi s'il est découvert qu'il possède aussi une somptueuse villa sur la côte d'Azur. Au moins, les décisions de justice seront plus vite rendues : elles dépendront seulement de l'épaisseur des enveloppes versées. Il en est de même pour les politiciens et les fonctionnaires. Le pays de la corruption est aussi devenu le pays sans justice.

Depuis, bien évidemment, les milliards continuent d'affluer vers l'Ukraine. En réalité, sommes-nous certains que les dirigeants ukrainiens sont les seuls à en « croquer » ? Rien de ces sommes faramineuses ne serait donc partagé à l'abri des regards avec la partie occidentale qui les envoie à fonds perdus dans ce tonneau des Danaïdes qu'est devenu le Zelenskyland ?

Quoi qu'il en soit, il est sûr que ces dizaines de milliards, auxquels nous contribuons, n'ont pas bénéficié au peuple ukrainien ni à la paix.

Le pays sans droit du travail

Lorsque la guerre éclate, très vite sont interdits les partis d'opposition et les médias qui ne sont pas dans la ligne officielle. Sans doute une démonstration de valeurs démocratiques pour plaire à la Commission européenne... Tout aussi inquiétant, les autorités décident par la loi 5371, ratifiée le 17 août 2022 par le président Zelensky, de supprimer le code du travail dans les entreprises de moins de 250 personnes, c'est-à-dire pour plus des deux tiers de la population.[15] Désormais, il n'existe plus que des contrats « librement » négociés avec l'employeur, qui peut imposer, par exemple, des semaines à 50 ou 60 heures et au-

delà. Les salariés ne bénéficient plus de protection légale, et les syndicats n'ont aucun moyen d'action. L'Ukraine est devenue tout à fait légalement le paradis des patrons voyous.

Certes, un travailleur peut refuser un tel contrat, mais est-il sûr de trouver un autre emploi qui ne lui imposera pas les mêmes contraintes, puisque toutes les entreprises, à part les multinationales, bénéficient de ce régime d'exception ?

Signalons qu'a été ajouté à la dernière minute le fait que cette loi restera en vigueur tant que durera la loi martiale. Qui peut garantir qu'elle ne le sera plus ensuite, ne serait-ce que pour « fluidifier » le marché du travail ? Qui peut même garantir qu'avec la crise qui s'annonce dans l'Union européenne, le même type de loi ne viendra pas s'imposer, évidemment pour le bien des salariés ?

Le pays de la traite des êtres humains

Ce qui précède y conduit de manière *soft*, mais il y a pire encore : de nombreux rapports prouvent que l'Ukraine est le pays des enfants à vendre, mais pas seulement. Par exemple, le *Trafficking in Persons Report* de 2021 publié par le Département d'État US, donc peu suspect d'être partial envers l'Ukraine, rapporte ceci :

PROFIL DE LA TRAITE

Comme cela a été signalé au cours des cinq dernières années, les trafiquants d'êtres humains exploitent des victimes nationales et étrangères en Ukraine, et les trafiquants exploitent des victimes ukrainiennes à l'étranger. Les victimes ukrainiennes sont exploitées dans le cadre du trafic sexuel et du travail forcé en Ukraine, ainsi qu'en Russie, en Pologne, en Allemagne et dans d'autres régions d'Europe, en Chine, au Kazakhstan et au Moyen-Orient. **Les victimes ukrainiennes sont de plus en plus exploitées dans les États membres de l'Union européenne.**[17]

On se demande bien ce que fait la Commission européenne, si prompt à se glorifier de ses valeurs droits-de-l'hommes, pour lutter contre ce fléau... Le rapport se poursuit ainsi :

Les quelque 104 000 enfants placés dans des orphelinats d'État sont particulièrement exposés au risque de traite. Les responsables de plusieurs institutions d'accueil et d'orphelinats publics auraient été complices ou délibérément négligents dans le trafic sexuel et le travail des filles et des garçons dont ils avaient la charge.

Même si le mot ne figure pas en toutes lettres, c'est bien de pédocriminalité dont il s'agit. « Un enfant sur dix victimes de traite dans le monde vient d'Ukraine. » Dans ce film diffusé sur Arte,[18] nous apprenons aussi qu'une « quarantaine d'adolescents ont été vendus à des hommes politiques locaux à des fins sexuelles. La presse et le grand public sont tenus à l'écart du procès ». Naturellement, il n'en est rien ressorti et qui peut croire que, depuis, la vertu s'est abattue sur les élites de l'Ukraine ?

Pourtant, qui a entendu **Ursula von der Leyen, Charles Michel, Josep Borrell, Emmanuel Macron, Olaf Scholz, Boris Johnson...** dénoncer ces violations des droits de l'homme inadmissibles ?

Alors, qui veut encore soutenir le pays de rêve du président Zelensky et de l'Otan que nous vantent jour et nuit les médias de l'Occident ? Leur Ukraine mérite-t-elle notre soutien, et même nos sacrifices ?

Pour aider le peuple ukrainien et éviter la catastrophe qui produit déjà ses effets sur notre société, il n'y a qu'une option : la paix. Il est donc urgent d'arrêter d'envoyer des armes et de l'argent pour la guerre : elle doit s'arrêter faute d'armes et pas faute de combattants. De plus, nous courrons le risque de nous y retrouver nous aussi si nous n'arrêtons pas la folie de nos dirigeants.

Patrick Pasin

Image en vedette : Capture d'écran. [Jeunes ukrainiens dans un camp d'entraînement militaire pour enfants](#) (de 7 à 15 ans], organisé par le bataillon Azov (2017).

Prochain article : *Guerre en Ukraine : le droit international est du côté de la Russie.*

Notes :

¹. Soit 714 263 décès contre 271 964 naissances. Source : Service national des statistiques d'Ukraine.

². *Hacker group says US biological labs active in Ukraine*, Tass, 25 août 2017.

³. *EXCLUSIVE: Hunter Biden Bio Firm Partnered With Ukrainian Researchers 'Isolating Deadly Pathogens' Using Funds From Obama's Defense Department*, Natalie Winters et Raheem J. Kassam, *The National Pulse*, 24 mars 2022.

⁴. *Bioterrorisme américain : Le Pentagone n'a pas eu le temps de détruire les preuves à Severodonetsk*, Alexandre Rostovtsev, *Polit Navigator*, traduction Réseau International, 20 juillet 2022.

⁵. *Fact Sheet on WMD Threat Reduction Efforts with Ukraine, Russia and Other Former Soviet Union Countries*, U.S. Department of Defense, 9 juin 2022.

⁶. *Arme dans un tube à essai - Comment les États-Unis ont fait de l'Ukraine un terrain d'expérimentation biologique*, Christelle Néant, *Donbass Insider*, 8 décembre 2020.

⁷. *Statement by Permanent Representative Vassily Nebenzia at UNSC briefing on biological laboratories in Ukraine*, 11 mars 2022.

⁸. *U.S. Department of Defense awarded a contract for 'COVID-19 Research' in Ukraine 3 months before Covid was known to even exist*, *The Exposé*, 13 avril 2022.

⁹. *Joint Letter to Ukraine's Minister of Interior Affairs and Prosecutor General Concerning Radical Groups*, Human Rights Watch, 14 juin 2018.

¹⁰. Sources : https://fr.wikipedia.org/wiki/Ihor_Kolomo%C3%AFsky et *Le massacre d'Odessa organisé au sommet de l'État ukrainien*, Réseau Voltaire, 16 mai 2014.

¹¹. *La Gestapo ukrainienne... Le bataillon Aïdar fait peur même aux autorités ukrainiennes*, Histoire et Société, 11 mai 2022.

¹². *George Soros: I may invest \$1 billion in Ukraine*, CNN Business, 30 mars 2015.

¹³. *L'UE se demande où sont passées les aides à l'Ukraine*, Georgi Gotev, Euractiv.com, 7 décembre 2016 / *Rapport spécial n° 32/2016 : L'aide de l'UE en faveur de l'Ukraine*, Cour des comptes européennes.

¹⁴. *Constitutional Court of Ukraine has struck a blow to anti-corruption reform - NABU statement*, National Anti-corruption Bureau of Ukraine (Nabu), 29 octobre 2022

¹⁵ *Ukraine's anti-worker law comes into effect*, Open Democracy, 25 août 2022.

¹⁶. <https://www.state.gov/reports/2021-trafficking-in-persons-report/>

¹⁷. Souligné par moi.

¹⁸. *Trafic d'enfants au cœur de l'Europe*, documentaire réalisé par Sylvia Nagel et Sonya Winterberg, 2019.

Patrick Pasin : Éditeur et auteur de *Guerre en Ukraine : La Responsabilité criminelle de l'Occident, Nos options pour stopper la crise*, www.novimondi.com

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Patrick Pasin](http://www.novimondi.com), Mondialisation.ca, 2023

Articles Par : **[Patrick Pasin](http://www.novimondi.com)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

